



## COMMUNIQUE

---

### Nous réprouvons le choix du président de l'université de Lorraine d'une intervention policière ce matin

Tôt ce matin, les forces de l'ordre sont intervenues sur le Campus lettres et sciences humaines à Nancy et sur l'île du Saulcy à Metz pour « mettre fin à l'occupation illégale du domaine universitaire » selon les termes du président de l'UL. A Nancy, ces interventions se sont soldées par deux arrestations d'étudiants, dont l'un n'est pas encore libéré à l'heure où nous écrivons. À 7h23, le président a annoncé par un message électronique la fermeture administrative du CLSH jusqu'à nouvel ordre. Plus aucun accès n'est donc possible, faisant du CLSH un campus mort. À 8h31, dans un long message à tous les personnels et étudiant-e-s, le président a tenté d'expliquer sa décision, tant par les tensions sur les campus, le coût induit par les blocages et la préparation des examens.

Si les tensions existent dans ce type de situation, le récit rapporté par l'administration participe à créer une mythologie. Le coût induit par les blocages n'est pas un argument recevable. Et qui va croire que la présence policière permettra de tenir sereinement la session d'examens ?

En appeler aux forces de l'ordre n'est pas acceptable. Il restait de nombreuses solutions dont celle du dialogue plutôt que des manœuvres politiciennes, et surtout celle de dire « oui à toutes et tous sans attente » pour l'entrée à l'université. Dans son message, le président Mutzenhardt souhaite que les débats se poursuivent dans l'établissement. Comment pense-t-il sérieusement que de telles expressions pourraient avoir lieu dans un site sous contrôle des forces de l'ordre ? Est-il enfin prêt à rencontrer les personnels pour justifier ses choix d'interventions policières et d'introduction de la sélection à l'université de Lorraine ?

Par ses choix, le président contrevient au respect des franchises universitaires qui font des universités un lieu privilégié d'échange et de débat. Il dénie l'essence même de la mission de l'université de développer la culture du doute et de l'analyse critique.

Nous demandons la libération immédiate de l'étudiant mobilisé. Nous demandons le retrait de la loi ORE et demandons le « Oui à tous et toutes sans attente » à l'université de Lorraine. Nous exprimons une inquiétude profonde face à la situation de grande tension décidée et organisée par le président.

**CGT-FERC Sup, SNASUB-FSU, SNESUP-FSU, SNPREES-FO, Sud-Éducation Lorraine**